

AGGLOMERATION DU SAINT QUENTINOIS

AGENCE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

CONVENTION DE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES, DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES AUX RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

Entre

d'une part, l'Agglomération du Saint-Quentinois représentée par son Président agissant en vertu d'une délibération du Conseil de Communauté en date du

et dénommée l'Agglomération du Saint-Quentinois

Et d'autre part,

SARL LAV'ALIM
Avenue de l'Europe – ZI Le Royeux
02430 GAUCHY

N° SIRET : 48908926800036

Code NAF : 8129B

N° de téléphone : 03 23 64 99 70

Représenté par **Monsieur Thomas CARLIER** agissant en qualité de Directeur de l'établissement.

et dénommé l'établissement

Il est convenu ce qui suit :

SOMMAIRE

Article 1	: Objet
Article 2	: Mode général d'assainissement de l'Agglomération du Saint-Quentinois
Article 3	: Définition du branchement
Article 4	: Déversement délictueux
Article 5	: Définitions
Article 6	: Demande de raccordement
Article 7	: Caractéristiques de l'établissement
Article 8	: Plan des réseaux et des installations
Article 9	: Liste des produits chimiques
Article 10	: Inventaire des branchements
Article 11	: Conditions techniques d'exécution des branchements
Article 12	: Prescriptions et conditions d'admissibilité des eaux dans les réseaux d'assainissement
Article 13	: Traitement préalable aux déversements
Article 14	: Appareils de mesure et de prélèvement
Article 15	: Surveillance des rejets
Article 16	: Documents à fournir
Article 17	: Mesures contradictoires
Article 18	: Dispositions à appliquer en cas de non-respect des conditions d'admission des rejets
Article 19	: Conséquences dues au non-respect des rejets
Article 20	: Contrôle par l'Agglomération du Saint-Quentinois
Article 21	: Variations dans les caractéristiques des rejets
Article 22	: Cessation de l'autorisation de rejets
Article 23	: Accessibilité aux dispositifs de mesures, de prélèvements et de traitements
Article 24	: Durée
Article 25	: Clauses de sauvegarde
Article 26	: Redevance Assainissement
Article 27	: Évolution de la redevance Assainissement
Article 28	: Documents annexes à la convention

ARTICLE 1er : OBJET

L'Agglomération autorise l'établissement dont les caractéristiques sont définies à l'article 7, à déverser ses eaux usées, industrielles et pluviales dans les réseaux d'assainissement dont l'Agglomération a la compétence, aux conditions exclusives exposées dans la présente convention de déversement, lesquelles ne font pas obstacle à l'application de l'ensemble des réglementations en vigueur en matière d'hygiène, d'assainissement et de protection de l'environnement.

ARTICLE 2 : MODE GENERAL D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION DU SAINT QUENTINOIS

L'Agglomération du Saint-Quentinois est assainie suivant le système "SEPARATIF" qui impose obligatoirement dans toutes les installations, la séparation des "eaux usées" des "eaux pluviales".

ARTICLE 3 : DEFINITION DU BRANCHEMENT

Le branchement est constitué par la partie d'ouvrage comprise entre la limite de propriété privée et le raccordement sur le réseau d'assainissement.

ARTICLE 4 : DEVERSEMENT DELICTUEUX

Conformément à l'article 5 du Règlement d'Assainissement, quelle que soit la nature des eaux rejetées et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit d'y déverser :

- des eaux dont la température dépasse 30°C
- le contenu des fosses fixes
- l'effluent des fosses septiques
- les ordures ménagères même après broyage préalable
- les graisses ou féculs en grande quantité
- les huiles usagées

et d'une façon générale toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation desdits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement.

Cette interdiction porte également sur le déversement d'hydrocarbures, d'acides, de cyanures, de sulfures, de produits radioactifs et plus généralement de toute substance pouvant dégager par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques ou inflammables.

Cette interdiction concerne notamment, les eaux industrielles ne répondant pas aux normes d'admission définies par la législation en vigueur et par la présente convention de déversement.

ARTICLE 5 : DEFINITIONS

5.1 Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques sont composées des eaux vannes et des eaux ménagères.

Les eaux vannes proviennent des cabinets d'aisance et sont composées de matières fécales et urines.

Les eaux ménagères, pour ne citer que l'essentiel, sont des eaux de cuisines, de salles de bains, de buanderies, d'appareils de lessivage.

5.2 Eaux industrielles

Les eaux industrielles concernent tous les rejets autres que ceux définis au 5.1 et au 5.3 du présent article et comprennent les eaux de refroidissement.

5.3 Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques et comprennent également les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles.

ARTICLE 6 : DEMANDE DE RACCORDEMENT

La demande de raccordement de l'établissement doit être adressée à l'Agglomération et doit comporter toutes les indications nécessaires à la compréhension du processus de fabrication et sur la nature des eaux résiduelles générées par l'activité du site d'exploitation.

ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

L'activité de l'établissement concerne le lavage de citernes alimentaires, industrielles et chimiques.

Cette activité comporte les opérations industrielles essentielles suivantes :

a) Lavage Intérieur de citernes liquides et pulvérulentes alimentaires,

- b) Lavage intérieur des citernes liquides et pulvérulentes industrielles et chimiques,
- c) Lavage avec désinfection intérieur de remorques frigorifiques et bennes,
- d) Stérilisation Chimique (Acide Peracétique) des citernes liquides,
- e) Stérilisation Vapeur,
- f) Séchage à l'air chaud et plombage en fin de lavage.

L'établissement entre dans la catégorie des installations soumises :

- | | | |
|-------------------|-------|--|
| a) à déclaration | x oui | <input checked="" type="checkbox"/> non jusqu'à autorisation |
| b) à autorisation | x oui | <input checked="" type="checkbox"/> non en attente |

L'arrêté préfectoral au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement du sera joint en **annexe n°1**.

ARTICLE 8 : PLAN DES RESEAUX ET DES INSTALLATIONS

L'établissement remet un plan des réseaux d'assainissement "eaux usées", "eaux industrielles" et "eaux pluviales" du site d'exploitation sur lequel figureront les installations industrielles ainsi que les installations de pré-traitement des "eaux industrielles" et "eaux pluviales".

Ce plan joint en **annexe n° 2** donnera toutes les indications (pentes, sections, ...) prescrites par l'article 13 du Règlement d'Assainissement.

ARTICLE 9 : LISTE DES PRODUITS CHIMIQUES

L'établissement déclare, dans la mesure de ses possibilités, utiliser à la date de signature de la présente convention, les produits chimiques dont une liste est jointe en **annexe n° 3**.

ARTICLE 10 : INVENTAIRE DES BRANCHEMENTS

L'établissement déverse les eaux dans les réseaux suivants :

- | | | | |
|--------------------------|---|---|------------------------------|
| - eaux usées domestiques | <input checked="" type="checkbox"/> réseau "eaux usées" | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| - eaux industrielles | <input checked="" type="checkbox"/> réseau "eaux usées" | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| - eaux pluviales | <input checked="" type="checkbox"/> réseau "eaux pluviales" | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |

L'établissement est donc raccordé à ces réseaux dans les conditions suivantes :

- un branchement pour les eaux usées et les eaux industrielles,
- un branchement pour les eaux pluviales.

ARTICLE 11 : CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES BRANCHEMENTS

Conformément à l'article 10 du Règlement d'Assainissement, la réalisation des branchements est à la charge entière de l'établissement et s'effectuera sous le contrôle de l'Agglomération du Saint-Quentinois.

Les conditions techniques d'exécution des travaux seront conformes aux prescriptions des articles 10 et 11 du Règlement d'Assainissement.

Le branchement réceptionnant les eaux industrielles sera équipé d'un regard de dimensions minimales 0,60 x 0,60 x profondeur variable pour que les Agents du Service Assainissement de la Communauté d'Agglomération puissent y effectuer les prélèvements et les mesures nécessaires à la surveillance du rejet, article 22 du Règlement d'Assainissement.

De plus, un arrêt d'urgence des pompes sera mis en place par une procédure.

ARTICLE 12 : PRESCRIPTIONS ET CONDITIONS D'ADMISSIBILITE DES EAUX DANS LES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

12.1 Eaux usées

Les eaux usées domestiques sont admissibles sans restriction dans les réseaux "eaux usées".

12.2 Eaux industrielles

Les eaux industrielles telles que définies à l'article 5 de la présente convention, sous réserve que leur déversement corresponde aux règles d'admissibilité prescrites, sont celles générées par l'activité décrite à l'article 7 et proviennent des installations suivantes :

⇒ Lavage des citernes.

Le rejet d'autres eaux industrielles n'est pas autorisé et devra faire l'objet d'une nouvelle convention.

Toutes modifications susceptibles de transformer la qualité des effluents doivent être signalées à l'Agglomération du Saint-Quentinois.

Dans le cas où une nouvelle fabrication serait entreprise, une nouvelle autorisation devra être sollicitée pour se substituer ou faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

12.2.1 Conditions générales d'admissibilité

Les eaux industrielles doivent :

a) être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, lorsque la neutralisation est faite à l'aide de chaux, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5.

b) être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C.

c) être débarrassées des matières flottantes, décantables ou précipitables, susceptibles, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de développer des gaz nuisibles ou inconfortables les égoutiers dans leur travail.

d) ne pas renfermer de substances capables d'entraîner :

- la destruction ou l'altération des ouvrages d'assainissement et des équipements,
- la perturbation ou la destruction de la vie bactérienne des stations d'épuration,
- la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversement des collecteurs publics dans les fleuves, cours d'eau ou canaux.

e) ne pas produire une inhibition de la nitrification (NF T 90-341 et ISO 9509) supérieure à 10 % des performances initiales des micro-organismes nitrifiants pour un rapport de 40 % d'effluent dans les conditions du test.

f) ne pas contenir :

- de composés cycliques hydroxylés et de leurs dérivés halogénés,
- de substances de nature à favoriser la formation d'odeur ou de coloration anormale des eaux naturelles,
- de substances radioactives,
- d'hydrocarbures (essence, carburants diesels,...) et dérivés chlorés,
- de matières alcalines se solidifiant ou s'incrustant contre les parois de l'égout,

Les eaux industrielles doivent en tout état de cause répondre aux obligations découlant de la législation en vigueur.

12.2.2. Conditions particulières d'admissibilité

Les eaux industrielles doivent être conformes aux valeurs suivantes :

Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5) : (NFT 90-103)

Flux journalier maximal	:	320 kg/jour
Flux horaire maximal	:	14 kg/heure
Concentration moyenne du jour le plus chargé	:	800 mg/litre

Demande chimique en oxygène (DCO) : (NFT 90-101)

Flux journalier maximal	:	480 kg/jour
Flux horaire maximal	:	20 kg/heure
Concentration horaire maximale	:	1440 mg/litre
Concentration moyenne du jour le plus chargé	:	1200 mg/litre

Matières en suspension (MES) : (NFT 90-105)

Flux journalier maximal	:	96 kg/jour
Flux horaire maximal	:	2 kg/heure
Concentration horaire maximale	:	600 mg/litre

Teneur en Azote Global (NGL) : (NF EN ISO 25663; NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395, 26777, FDT 90045)

Flux journalier maximal	:	30 kg/jour
Flux horaire maximal	:	2 kg/heure
Concentration horaire maximale	:	150 mg/litre
Concentration moyenne du jour le plus chargé	:	75 mg/litre

Teneur en Phosphore total (P) : (NFT 90-023)

Flux journalier maximal	:	8 kg/jour
Flux horaire maximal	:	1 kg/heure
Concentration horaire maximale	:	50 mg/litre
Concentration moyenne du jour le plus chargé	:	20 mg/litre

Teneur en Composés organiques du chlore (AOX) : (NF EN ISO 9562)

Flux journalier maximal	:	0,4 kg/jour
Flux horaire maximal	:	0,02 kg/heure
Concentration horaire maximale	:	1,2 mg/litre
Concentration moyenne du jour le plus chargé	:	1 mg/litre

Teneur en huiles et graisses :

Flux journalier maximal	:	15 kg/jour
Concentration journalière maximale	:	150 mg/litre

12.2.3. Autres substances

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes :

1. Indice phénols	0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
2. Phénols	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
3. Chrome hexavalent	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
4. Cyanures	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
5. Arsenic et composés(en As)	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
6. Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
7. Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j

8. Chrome et composés(en Cr)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
9. Nickel et composés (en Ni)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
10. Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
11. Manganèse et composés (en Mn)	1 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j
12. Etain et composés (en Sn)	2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
13. Fer, Aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
14. Hydrocarbures totaux	10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j
15. Fluor et composés (en F)	15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j
16. Mercure (en Hg)	0,05 mg/l
17. Cadmium (en Cd)	0,2 mg/l
18. Sélénium (en Se)	0,25 mg/l
19. Sulfates	400 mg/l
20. Sulfures	1 mg/l
21. Nitrites	10 mg/l

12.3 Eaux pluviales

L'établissement est autorisé à raccorder les eaux pluviales générées par le bassin versant hydraulique composant le site d'implantation cadastrale qu'il occupe avec restrictions des débits :

Les eaux pluviales sont évacuées vers un bassin de confinement suffisamment dimensionné pour recueillir les événements pluviométriques exceptionnels.

Le branchement au réseau d'assainissement "eaux pluviales" de ce bassin est équipé d'un dispositif de régulation approprié pour ne libérer qu'un volume appelé débit de fuite dont la valeur est fixée à 113 l/s/ha.

Les eaux de ruissellement issues des aires d'accès ouvertes aux stationnements et à la circulation ainsi qu'éventuellement des aires de stockages extérieures de produits non dangereux transitent avant leur déversement dans le bassin de confinement par un dispositif de pré-traitement tel que défini à l'article 13 de la présente convention.

La capacité de cet équipement est adaptée aux volumes d'eaux pluviales à traiter pour arrêter les sables, les huiles et les hydrocarbures.

La concentration d'hydrocarbures admissibles dans le réseau d'assainissement "eaux pluviales" est au maximum de 5 mg/litre.

ARTICLE 13 : TRAITEMENT PREALABLE AUX DEVERSEMENTS

L'établissement justifie auprès de l'Agglomération du Saint-Quentinois, **AVANT LE RACCORDEMENT AUX RESEAUX D'ASSAINISSEMENT "EAUX USEES" ET "EAUX PLUVIALES"**, des dispositions techniques mises en œuvre pour garantir la conformité des rejets aux prescriptions définies à l'article 12 de la présente convention.

L'établissement conçoit, installe et entretient sous sa responsabilité les dispositifs correspondants de traitement et d'épuration avant rejets.

Un dossier technique comprenant notamment le descriptif détaillé, le plan de recollement et un schéma de fonctionnement des installations est joint en **annexe n° 4**.

Les installations de traitement préalables aux déversements sont conçues de manière à faire face aux variations de débits, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion de leur démarrage ou de leur arrêt.

Les installations de traitement sont exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourraient assurer pleinement leur fonction.

Si précisément, consécutivement à une telle indisponibilité, un dépassement des valeurs limites imposées devait se produire, l'établissement prendra toutes les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant, voire en arrêtant son activité.

Les principaux paramètres permettant de conclure à la bonne marche des installations sont mesurés périodiquement et, si besoin, en continu avec un asservissement approprié avec alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre, éventuellement géré par informatique, et tenu à la disposition de l'Agglomération du Saint-Quentinois.

L'établissement déclare :

13.1 que les eaux industrielles subissent un traitement avant rejet dans le réseau d'assainissement "eaux usées" :

INSTALLATION
<ul style="list-style-type: none">- séparateur de graisses- fosse à boues- traitement biologique à boues activées- filtration membranaire

13.2 que les eaux pluviales issues des surfaces imperméabilisées ouvertes aux stationnements et à la circulation subissent un traitement avant rejet dans le réseau d'assainissement "eaux pluviales" :

INSTALLATION
- débourbeur, déshuileur/séparateur d'hydrocarbures

ARTICLE 14 : APPAREILS DE MESURE ET DE PRELEVEMENT

L'établissement s'engage à installer à demeure et à mettre en service à compter de la signature de la présente convention, les dispositifs de mesure de débit et de prélèvement, à savoir :

- DEBITMETRE
- PRELEVEUR AUTOMATIQUE D'ECHANTILLONS
-

Ces appareils seront soumis préalablement à l'agrément de l'Agglomération.

Le débitmètre sera équipé, outre d'un totaliseur de volume, d'un système d'enregistrement en continu des débits.

En cas d'installation d'un canal de comptage, celui-ci sera équipé d'un déversoir conforme à la norme AFNOR X 10.311.

Le préleveur automatique sera conforme aux prescriptions de l'Agence de l'Eau Artois Picardie.

L'établissement surveille et maintient en bon état de fonctionnement ces appareils. En cas de défaillance de ces dispositifs, l'établissement en avertit l'Agglomération et prend les dispositions qui s'imposent pour leur remise en état dans un délai maximum d'un mois.

ARTICLE 15 : SURVEILLANCE DES REJETS (auto-contrôle)

Eaux industrielles

L'établissement met en place un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivantes :

ANALYSE	FREQUENCE INTERNE	PAR LABORATOIRE EXTERIEUR AGREE
Volume journalier	1 fois par jour	
Débit de pointe horaire		
DBO ₅		1 fois par mois
DCO	1 fois par semaine	1 fois par mois
MES	TRAITEMENT PAR FILTRATION	1 fois par mois
Azote organique et ammoniacal		1 fois par mois
Phosphore total		1 fois par mois
AOX		1 fois par trimestre
Température	1 fois par jour	
pH	1 fois par jour	1 fois par mois
Conductivité	1 fois par jour	
Zinc		Tous les 2 ans
Cuivre		Tous les 2 ans
Cr ⁶⁺		Tous les 2 ans
Cr ³⁺		Tous les 2 ans
Nickel		Tous les 2 ans
Aluminium		Tous les 2 ans
Fer		Tous les 2 ans
Cyanure		Tous les 2 ans
Fluor		Tous les 2 ans
Cadmium		Tous les 2 ans
Plomb		Tous les 2 ans
Étain		Tous les 2 ans
Somme des métaux (Zn+Cu+Ni+Al+Fe+Cr+Sn+Cd+Pb)		Tous les 2 ans
Hydrocarbures totaux		2 fois par an

Les mesures de concentration seront effectuées sur des échantillons moyens sur 24 heures, proportionnels aux débits et conservés à basse température (4°C).

L'établissement confiera à un laboratoire agréé une campagne d'analyses annuelle sur l'ensemble des paramètres définis à l'article 12. Cette campagne pourra correspondre à celle prescrite par la DRIRE ou l'Agence de l'Eau Artois Picardie.

ARTICLE 16 : DOCUMENTS A FOURNIR

L'établissement en sus des documents relatifs aux annexes 1, 2, 3, 4 et 5 devra transmettre :

16.1 dans les quinze jours qui suivront la date des analyses prescrites par l'article 16 de la présente convention, les résultats se référant aux contrôles d'auto surveillance et au contrôle annuel.

16.2 tous les mois les relevés du débitmètre.

16.3 dans les quinze jours à dater de leur envoi, tous les documents visant à quantifier la pollution qu'il adressera à la DRIRE et à l'Agence de l'Eau Artois Picardie.

16.4 tous les résultats des analyses effectuées par la DRIRE et l'Agence de l'Eau Artois Picardie dans les quinze jours à compter de leur réception.

16.5 les récépissés attestant du contrôle et de l'entretien des débourbeurs, déshuileurs et séparateurs d'hydrocarbures ainsi que ceux délivrés pour l'évacuation des produits et le traitement par des organismes agréés.

ARTICLE 17 : MESURES CONTRADICTOIRES

La mise en place des dispositifs de mesure et de prélèvement en continu s'effectue contradictoirement entre l'établissement et l'Agglomération.

L'opération relative à l'étalonnage du débitmètre sera renouvelée une fois par an et dans tous les cas de figure, dès que l'une ou l'autre des parties contestera la validité de la mesure et sera effectuée par un organisme agréé du choix de l'établissement et aux frais de l'établissement.

ARTICLE 18 : DISPOSITIONS A APPLIQUER EN CAS DE NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES REJETS

En cas de dépassement ou en cas d'incidents de fabrication susceptibles d'entraîner un dépassement des valeurs limites déterminées par l'article 12 de la présente convention, l'établissement est tenu aux dispositions qui suivent :

- en avertir l'Agglomération immédiatement,
- prendre les mesures urgentes pour réduire la pollution qui en résulte et au besoin, en limitant l'activité,
- stocker les rejets en cause afin de les analyser pour que la Communauté d'Agglomération puisse en déterminer leur acceptabilité dans le système

d'assainissement avant leur éventuelle évacuation vers des centres de traitement spécialisés,

- isoler le réseau interne d'évacuation des eaux industrielles si le dépassement fait peser un risque grave sur le fonctionnement des réseaux de l'Agglomération et sur l'usine de traitement des eaux usées ou sur le milieu récepteur.

ARTICLE 19 : CONSEQUENCES DUES AU NON-RESPECT DES REJETS

Conformément à l'article 39 du Règlement d'Assainissement, en cas de non-respect des présentes prescriptions et conditions, troublant gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit l'évacuation des eaux pluviales, soit le fonctionnement de l'usine de traitement des eaux usées de l'Agglomération du Saint-Quentinois ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et le dédommagement du préjudice subi par l'Agglomération sont mis à la charge exclusive de l'établissement.

D'autre part, si les conséquences dommageables imputables à l'établissement rendent les boues impropres à l'épandage agricole ou si la nature des produits polluants en présence dans les boues impose des modalités d'élimination plus coûteuses, l'établissement devra supporter les surcoûts générés par l'évacuation et le traitement particulier de ces boues.

ARTICLE 20 : CONTROLE PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU SAINT-QUENTINOIS

Indépendamment des contrôles à la charge de l'établissement, des prélèvements et contrôles pourront être opérés par l'Agglomération afin de vérifier la conformité des rejets.

Conformément à l'article 23 du Règlement d'Assainissement, ces examens seront entrepris par un laboratoire agréé du choix de la Communauté d'Agglomération et si, les résultats démontrent un dépassement supérieur de 10 % par rapport aux seuils définis dans la présente convention, les frais inhérents seront totalement à la charge de l'établissement et mis en recouvrement par la Trésorerie Principale et ce, sans préjudice des sanctions encourues par la législation.

ARTICLE 21 : VARIATIONS DANS LES CARACTERISTIQUES DES REJETS

Il est rappelé que la présente autorisation vaut pour l'activité décrite à l'article 7.

21.1 Variations dans les caractéristiques des rejets du fait de l'établissement

Si l'établissement était amené à modifier de façon temporaire ou permanente les caractéristiques de ses rejets, en raison notamment d'extension ou de modification de son activité, l'Agglomération devra en être avertie préalablement.

21.2 Variations dans les caractéristiques des rejets du fait de l'Agglomération du Saint-Quentinois

L'Agglomération se réserve le droit de redéfinir les caractéristiques des rejets de l'établissement tant pour tenir compte de l'application de nouvelles normes que dans le but de mieux répartir son capital de traitement entre les différents établissements admis sur les réseaux.

21.3 Dispositions communes

Si de telles variations précitées devaient se traduire, une nouvelle convention serait instruite pour redéfinir l'ensemble des prescriptions sur les rejets de l'établissement afin de se substituer ou faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 22 : CESSATION DE L'AUTORISATION DE REJETS

La Communauté d'Agglomération peut décider de la fermeture du ou des branchements dans les conditions suivantes :

22.1 avec un préavis de 15 jours

- en cas de modification des indications portées à l'article 12 de la présente convention
- en cas de non-installation des dispositifs de mesure et de prélèvement visés à l'article 15
- en cas de non-respect de l'échéancier de mise en conformité visé à l'article 14
- en cas d'impossibilité à la Communauté d'Agglomération de procéder aux contrôles tels que définis à l'article 22
- en cas de constat du mauvais entretien des dispositifs de traitement
- en cas d'inaccessibilité sur le site par la Communauté d'Agglomération
- en cas de non-production des documents, notamment ceux définis à l'article 17

22.2 sur-le-champ

- en cas de rejets constituant un grave danger

22.3 dans tous les cas

- en cas de non-exécution de la présente convention

ARTICLE 23 : ACCESSIBILITE AUX DISPOSITIFS DE MESURES, DE PRELEVEMENTS ET DE TRAITEMENTS

L'établissement laisse l'accès à la Communauté d'Agglomération afin que celle-ci puisse exercer les vérifications du bon état d'entretien et de fonctionnement des dispositifs de mesures, de prélèvements et de traitements.

ARTICLE 24 : DUREE

Cette convention est conclue pour une durée de 5 ans, à compter de sa signature par le Président de l'Agglomération du Saint-Quentinois.

Toute dénonciation de la présente convention, par quelque partie que ce soit, deviendra effective au bout d'un délai de six(6) mois à compter de sa notification à toutes les autres parties.

ARTICLE 25 : CLAUSES DE SAUVEGARDE

La Communauté d'Agglomération mettra l'établissement en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser immédiatement tous les rejets dont il serait constaté la non-conformité aux règles prescrites à la présente convention.

En cas d'urgence ou lorsque les rejets seront de nature à constituer un grave danger sur les systèmes d'assainissement, les branchements de l'établissement qui seraient en cause, seront obturés sur-le-champ et sur constat d'un Agent du Service Assainissement.

L'inexécution des obligations de l'établissement conduira à la résiliation anticipée de la présente convention dont l'effet interviendra dans un délai de quinze (15) jours à compter de la lettre recommandée avec accusé de réception signifiant la rupture du contrat.

Toute modification des processus de fabrication, tout changement de la raison sociale de l'établissement, tout transfert des droits autorisés par le présent contrat qui n'auraient pas été signalés à la Communauté d'Agglomération provoqueront la résiliation dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Dans le cas où les débits rejetés seront ceux enregistrés par le débitmètre tel que prescrit à l'article 15 de la présente convention, la Communauté d'Agglomération, en cas de panne de ce dispositif ou de contestations de l'une ou l'autre des parties transmises par lettre recommandée avec accusé de réception, appliquera pour la période neutralisée ou celle pour laquelle il y aura litige, la formule ci-après pour

estimer les volumes d'eaux non saisis ayant été déversés dans les réseaux d'assainissement.

$$V_1 = \frac{V_0}{J_0} \times J_1$$

Formule dans laquelle :

V_1 = volume d'eaux à prendre en considération pour la période neutralisée

V_0 = volume d'eaux du mois le plus représentatif de l'année précédente

J_0 = nombre de jours d'activité du mois le plus représentatif de l'année précédente correspondant à V_0

J_1 = nombre de jours neutralisés par l'incident considéré

ARTICLE 26 : REDEVANCE ASSAINISSEMENT

Conformément à la circulaire du 12 décembre 1978 ainsi qu'aux articles L 2224-11 et L 2224-12 du Code des Collectivités territoriales, l'établissement est soumis au paiement des redevances dues par les usagers des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration.

La redevance d'assainissement est appliquée sur le total des volumes d'eau prélevés (réseau de distribution d'eau potable de la Communauté d'Agglomération, forage ...) corrigé par les coefficients de rejet, de dégressivité et de pollution tels que définis dans la circulaire du 12 décembre 1978.

Dans certains cas particuliers, notamment lorsqu'il ne sera pas possible de prendre pour assiette de calcul le volume d'eau prélevé, le volume qui servira de référence sera celui enregistré par le débitmètre cité à l'article 15 dont l'installation revêtira en la circonstance un caractère obligatoire. Ce volume sera corrigé par les mêmes coefficients de rejet, de dégressivité et de pollution que ceux précités.

26.1 Coefficient de rejet

Pour tenir compte des conditions spécifiques de rejets de certains établissements industriels, commerciaux ou artisanaux, un abattement peut être formulé lorsqu'une partie importante de l'eau prélevée n'est pas rejetée dans les réseaux d'assainissement.

L'établissement communique à la Communauté d'Agglomération tous les éléments d'information justifiant de cette particularité de ses processus de fabrication, de manière à fixer le coefficient qui sera appliqué.

La détermination du coefficient de rejet lorsqu'elle ne pourra se faire avec précision et en toute clarté, à partir des éléments communiqués par l'établissement,

sera subordonnée à la mise en place d'un débitmètre dans les conditions visées à l'article 15, sur le rejet concerné.

Le Coefficient, dans ces conditions, sera défini comme suit :

$$C \text{ rejet} = \frac{\text{Volume d'eau comptabilisé par le débitmètre}}{\text{Volume d'eau prélevé (réseau, forage)}}$$

26.2 Coefficient de dégressivité

Par circulaire du 12 décembre 1978 et par arrêté préfectoral en date du 29 novembre 1996 pour les tranches supérieures à 50 000 m³, le coefficient de dégressivité est établi comme suit :

- jusqu'à 6 000 m ³ /an	coefficient 1
- de 6 001 à 12 000 m ³ /an	coefficient 0,8
- de 12 001 à 24 000 m ³ /an	coefficient 0,6
- de 24 001 à 50 000 m ³ /an	coefficient 0,5
- de 50 001 à 75 000 m ³ /an	coefficient 0,35
- de 75 001 à 100 000 m ³ /an	coefficient 0,25
- de 100 001 à 125 000 m ³ /an	coefficient 0,15
- au-delà de 125 000 m ³ /an	coefficient 0,05

26.3 Coefficient de pollution

Le coefficient de pollution est déterminé à partir de la formule suivante :

$$C = \frac{\frac{R}{V}}{\frac{r}{v}}$$

dans laquelle :

C : coefficient de pollution

R : redevance versée à l'Agence de l'Eau Artois Picardie

V : volume d'eau corrigé

r

--- : taux de la pollution domestique

v

ARTICLE 27 : EVOLUTION DE LA REDEVANCE

Le montant de la redevance est redéfini chaque année sur les bases budgétaires de l'exercice considéré et son application est arrêtée par délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération.

Le coefficient de rejet est réactualisé chaque année sur la base des éventuels aménagements qui seront entrepris par l'établissement et dont les conséquences auront pour répercussion soit une augmentation du volume d'eaux résiduelles, soit une réduction par rapport aux bases retenues. Dans ces cas de figure, l'établissement remet à la Communauté d'Agglomération pour examen et décision tous les documents nécessaires à l'interprétation des calculs.

Le coefficient de dégressivité pourra être corrigé sur modification de la législation pour les tranches inférieures à 50 000 m³ et par la Communauté d'Agglomération pour les tranches supérieures à 50 000 m³.

Le coefficient de pollution est redéfini chaque année, à partir de l'évolution des paramètres figurant dans la formule visée à l'article 28.3 laquelle sur décision du Conseil de la Communauté d'Agglomération pourra être modifiée pour tenir compte des impératifs économiques liés au traitement des eaux industrielles auxquels la Communauté d'Agglomération pourrait être confrontée ou encore pour intégrer les obligations qui pourraient découler de la législation.

ARTICLE 28 : DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

Annexe n°1 : Arrêté Préfectoral d'autorisation ou de déclaration d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Annexe n°2 : plan des installations intérieures d'évacuation des eaux usées, des eaux industrielles et des eaux pluviales.

Annexe n°3 : liste des produits polluants utilisés.

Annexe n°4 : schéma de fonctionnement des installations de traitement et d'épuration avant rejet aux réseaux d'assainissement.

Fait à _____, le _____

Pour la Société LAV'ALIM,
Le Directeur,
Thomas CARLIER

Pour la Communauté d'Agglomération
du Saint-Quentinois,
Le Président,
Xavier BERTRAND

Cachet de la Société

Cachet de la Communauté